



Le 16 avril 2020

Aux autorités fédérales, provinciales et territoriales responsables du logement,

Nous vous écrivons au nom de la Coalition canadienne des OSBL d'habitation (CCOH), un groupe de coordination des associations de logement sans but lucratif provinciales et nationale. Comme chacun d'entre vous, nous sommes consternés et choqués par l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur nos membres du secteur du logement à but non lucratif et, par-dessus tout, sur leurs locataires. Nous sommes reconnaissants des efforts que vous avez déployés pour mettre en œuvre des mesures visant à protéger la sécurité des pourvoyeurs et des locataires de logements à but non lucratif.

L'un des principaux sujets de préoccupation qui ont été soulevés partout au pays est le manque d'accès à de l'équipement de protection individuelle (ÉPI) pour les fournisseurs de logements. Comme vous le savez, les organismes de logement sans but lucratif offrent un accès à des logements abordables, ce qui comprend une série d'autres activités, dont l'entretien et le nettoyage permanent des équipements et des installations. Les fournisseurs de logements communautaires assurent aussi généralement un soutien et des services individuels aux locataires qui font souvent partie des populations les plus vulnérables – ce soutien va des soins de santé physique ou mentale continus à la vérification quotidienne du bien-être des locataires. Alors que certains organismes à but non lucratif en logement travaillent en partenariat avec les services de santé, habituellement dans le cadre de programmes de repas ou des services de soutien, d'autres fournissent un appui même en l'absence de financement ou de partenariat avec les réseaux de la santé.

Compte tenu de l'importance de rester chez soi préconisée par toutes les agences de santé publique du pays, les fournisseurs de logements sont de toute évidence l'un des services essentiels les plus importants au Canada aujourd'hui. Qu'il s'agisse d'entretien ou de soutien aux locataires, la fourniture de services liés au logement est vitale. Toutefois, pendant la pandémie actuelle, les membres du personnel des fournisseurs de logements courent un grand risque de contracter le virus. Ce risque est d'autant plus grand qu'on nous rapporte maintenant que des locataires vivant dans des logements de notre secteur ont déjà contracté la COVID-19.

C'est pourquoi nous vous demandons d'inclure les fournisseurs de logements dans l'attribution des ÉPI dès que ceux-ci seront disponibles. Nous savons que l'accès aux ÉPI n'est pas un enjeu unique au secteur du logement ni un souci propre au Canada ; nous comprenons que les travailleurs de la santé de

première ligne du Canada et du monde entier ont également soulevé d'importantes préoccupations concernant l'accès aux ÉPI. Nous tenons toutefois à souligner que les fournisseurs de logements font face à des risques similaires à ceux des travailleurs de la santé de première ligne et des autres professions qui s'occupent des populations à risque. Aussi, lorsque vous serez en mesure d'obtenir des ÉPI adéquats dans votre juridiction, nous vous demandons d'en réserver une partie pour le personnel des organismes en logement. La protection et la sécurité des travailleurs et travailleuses de ces services essentiels doivent figurer au rang des priorités absolues.

Nous nous réjouissons à l'idée de continuer à travailler avec vous et vos collègues en ces temps difficiles. En vous remerciant de l'attention que vous portez à cette affaire, nous demeurons à votre entière disposition pour en discuter plus avant.

Bien cordialement,



Jill Atkey, Chief Executive Officer  
British Columbia Non Profit Housing Association



Jeff Morrison, Executive Director  
Canadian Housing and Renewal Association



Christina Maes-Nino, Executive Director  
Manitoba Non Profit Housing Association



Marlene Coffey, Chief Executive Officer  
Ontario Non Profit Housing Association



Chantal Desfossés, directrice générale  
Réseau québécois des OSBL d'habitation